



# Assemblée générale

Distr. générale  
6 juillet 2020  
Français  
Original : anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

### Quarante-quatrième session

15 juin-3 juillet 2020

Point 6 de l'ordre du jour

### Examen périodique universel

## Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel\*

### Kenya

#### Additif

### Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

---

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition avant d'être envoyée aux services de traduction.



## I. Introduction

1. La République du Kenya a accepté 261 des 319 recommandations adoptées par le Groupe de travail au cours du troisième cycle de l'Examen périodique universel en janvier 2020. Le Kenya a examiné toutes les recommandations restantes et expose dans le présent additif sa position à leur égard.
2. Le Kenya est doté d'une démocratie constitutionnelle qui place le bien-être et les intérêts fondamentaux des personnes au cœur même de toute action planificatrice au service du développement. C'est sur cette base que le Gouvernement kényan a accepté la majorité des recommandations faites par le Groupe de travail de l'Examen périodique universel, convaincu que leur mise en œuvre contribuerait à la pleine réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous.
3. En effet, beaucoup des recommandations appuyées par le Kenya concernent des mesures auxquelles le Gouvernement s'efforce déjà de donner effet afin d'améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays. Elles s'inscrivent dans le droit fil des obligations qui nous incombent en vertu de la Vision 2030, des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2060 de l'Union africaine. Le Gouvernement continue d'incorporer les recommandations aux politiques, lois, plans d'actions nationaux et budgets du pays. Les recommandations acceptées concernent la lutte contre la pauvreté, la réforme de la justice, de la police et du système carcéral, la promotion de l'égalité de genre et la non-discrimination, la protection des enfants, l'amélioration de la mise en œuvre des droits économiques et sociaux, le développement des capacités des institutions nationales de protection des droits de l'homme, la lutte contre la corruption, la sauvegarde du droit à la vie, la responsabilisation des membres des forces de l'ordre pour les exécutions extrajudiciaires, la question des disparitions forcées, la lutte contre la torture, la fourniture d'une assistance juridique abordable et la sensibilisation, ainsi que la question d'une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des droits de l'homme.
4. Après l'adoption par le Conseil des droits de l'homme du rapport final concernant le Kenya, en juin ou juillet 2020, le Bureau du Procureur général et le Ministère de la justice distribueront le document à l'ensemble des ministères, départements et organismes publics concernés afin que les activités de suivi puissent être engagées. Le Bureau du Procureur général et le Ministère de la justice continueront à collaborer avec l'ensemble des parties prenantes, y compris les organisations de la société civile, les commissions nationales des droits de l'homme, le Parlement, les services judiciaires et autres dans le but d'élaborer un plan d'action global en vue de surveiller la progression de la mise en œuvre de toutes les recommandations acceptées.
5. Le plan d'action passera en revue les tâches à accomplir pour appliquer les recommandations ainsi que les indicateurs relatifs aux droits de l'homme qu'il conviendra d'observer pour évaluer les progrès réalisés, désignera les acteurs en charge de chaque tâche, dont des organisations de la société civile et des partenaires de développement, et fixera les calendriers qui devront être suivis pour entreprendre ou achever les tâches.

## II. Position concernant les recommandations qui n'ont pas été appuyées par le Kenya ainsi que celles qui n'ont pas été abordées pendant la session en raison de leur manque de clarté

### A. Recommandations acceptées après l'examen

6. Après l'examen, des consultations approfondies ont eu lieu avec les principales parties prenantes et l'État indique à présent qu'il accepte les recommandations suivantes :

**Recommandation 143.3 : Revoir le projet de loi de 2018 sur les associations et veiller à ce que les lois relatives aux ONG soient conformes au droit à la liberté d'expression (Allemagne) ;**

**Recommandation 143.4 : Veiller à ce qu'une approche fondée sur les droits de l'homme soit intégrée dans la présentation de la contribution révisée du Gouvernement déterminée au niveau national pour 2020 (Fidji).**

## **B. Recommandations dont il a été pris note**

7. Les recommandations suivantes n'ont pas reçu l'appui du Kenya pendant l'examen en raison des processus de mise en œuvre en cours et des circonstances nationales.

### **Recommandation 143.2**

*Répondre à la demande de l'Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre*

8. Le Kenya lutte actuellement contre la pandémie de COVID-19. Compte tenu des mesures que le Gouvernement a mises en place pour éradiquer le virus, il est aujourd'hui irréaliste de fixer une date pour la visite officielle de l'Expert au Kenya ni d'organiser des rencontres avec les diverses organisations ou les groupes concernés. En conséquence, la demande de l'Expert indépendant sera réexaminée une fois que la pandémie sera sous contrôle afin de fixer une nouvelle date mutuellement acceptable pour la visite.

**Recommandations 143.1, 143.5, 144.1, 144.2, 144.3, 144.4, 144.5, 144.6, 144.7, 144.8, 144.9, 144.10, 144.11, 144.12, 144.13, 144.14, 144.15, 144.16, 144.17, 144.18, 144.19, 144.20, 144.21, 144.22**

*Ratification de traités et de protocoles*

9. En raison de la complexité des processus et procédures nécessaires pour ratifier des traités et des protocoles ou y adhérer, le Gouvernement kényan craint que la mise en œuvre de certaines recommandations et en particulier de celles qui comportent un caractère d'obligation ne puisse être menée à bien dans les cinq années imparties.

10. Le Kenya est Partie à la majorité des instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme. La Constitution régit l'élaboration et l'adoption de tout cadre politique et juridique, y compris la ratification de traités et l'adhésion à ces instruments. L'approbation de toute loi ou politique doit impérativement être précédée d'activités de participation et de sensibilisation du public, de vastes consultations avec les parties prenantes et d'un débat parlementaire. Ces procédures sont relativement complexes et exigent des moyens financiers et du temps, ralentissant ainsi la mise en œuvre de certaines recommandations. Elles sont néanmoins inscrites dans la Constitution et sont importantes pour garantir que tous les besoins sont étudiés et pris en compte et pour promouvoir ainsi la transparence et l'appropriation des politiques et des lois nationales.

11. S'agissant des traités et des protocoles, le processus de ratification doit répondre aux critères et procédures définis dans la Constitution et la loi de 2012 sur l'élaboration et la ratification de traités. De plus, les traités ratifiés font partie de la législation et le Gouvernement doit donc veiller à ce que tous les mécanismes d'application soient en place afin de donner effet aux instruments relatifs aux droits de l'homme qui ont été ratifiés. Compte tenu des procédures et processus à appliquer pour ratifier des instruments internationaux, il serait irréaliste de prendre officiellement l'engagement d'appliquer les recommandations dans les cinq années à venir. Cependant, le Gouvernement étudie actuellement l'ensemble des traités et protocoles relatifs aux droits de l'homme auxquels le Kenya n'est pas encore Partie et engagera les procédures de ratification et d'adhésion en fonction des ressources disponibles et sur la base de la volonté du peuple.

**Recommandations 144.23, 144.24 et 144.50***Santé sexuelle et procréative*

12. Le paragraphe 1 de l'article 26 de la Constitution régit l'avortement au Kenya et dispose que l'avortement n'est pas autorisé, sauf si la vie de la mère est en danger, si des soins doivent être réalisés dans l'urgence et si une autre loi écrite l'autorise. Le paragraphe 1 de l'article 6 de la loi sur la santé autorise une femme enceinte présentant des pathologies spécifiques anormales telles qu'une grossesse extra-utérine, abdominale ou molaire, ou toute autre pathologie médicale aggravée du fait de la grossesse à se faire soigner par un professionnel de santé formé dans la mesure où sa vie ou sa santé sont menacées. Tous ces cas sont traités comme des pathologies devant faire l'objet d'un signalement.

**Recommandations 144.25, 144.26, 144.27, 144.28, 144.29, 144.30, 144. 31, 144. 32, 144.33, 144.34, 144. 35, 144.36, 144.37, 144.38, 144.39, 144.40***Dépénaliser les relations homosexuelles*

13. L'État a pris note des recommandations concernant la dépénalisation des unions entre personnes de même sexe en se fondant sur le fait que ces unions sont expressément interdites par la Constitution et par les lois nationales et qu'elles sont contraires à notre culture et à nos valeurs. Le Gouvernement promeut activement la fourniture équitable de tous les services publics à toutes les personnes sans discrimination et quelles que soient leur orientation sexuelle et leur identité ou expression de genre. Plusieurs lois et politiques ont été élaborées à cette fin, illustrant l'application des principes d'égalité et de non-discrimination.

14. Au nombre de ces lois et politiques figurent notamment la loi sur la santé de 2017, dont l'objectif est de protéger, respecter, promouvoir et réaliser le droit à la santé de toutes les personnes en vue de la réalisation progressive de leur droit au meilleur état de santé possible ; la loi sur l'éducation de 2012, qui vise à promouvoir l'éducation pour tous et le développement progressif d'institutions chargées de promouvoir l'éducation ; et la politique pour la diversification du service public de 2016, qui comprend des stratégies visant à garantir que le processus de recrutement des fonctionnaires reflète la diversité de la population kényane. Nul n'est tenu de révéler son orientation sexuelle lorsqu'il se porte candidat à un poste ou accède à un quelconque service de l'État.

15. Le Gouvernement a toutefois estimé que la stigmatisation et la discrimination constituaient le principal obstacle à l'accès aux services publics des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenre (LGBT). Cette situation est observée dans le contexte de la faiblesse des services de prévention du VIH/Sida et du faible niveau de prise en charge médicale des patients appartenant à cette catégorie sociale. Les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et qui vivent avec le VIH ont peu de chances de bénéficier des services, avec les conséquences négatives que cela comporte. Pour remédier à cette situation, l'État a pris des mesures visant, notamment, à sensibiliser les professionnels de santé afin de lutter contre la stigmatisation en milieu médical, à élaborer et diffuser des informations conviviales s'adressant à des groupes spécifiques de population et à promouvoir l'acceptation de toutes les personnes en tant que membres de la société afin d'accroître le nombre de bénéficiaires des services. Des ateliers sont organisés à l'attention des juges, des procureurs, des policiers, du personnel pénitentiaire et des responsables législatifs et politiques afin de les sensibiliser sur la façon de traiter les questions concernant les personnes LGBT.

16. S'agissant des personnes intersexuées, il convient de noter que les tribunaux reconnaissent et protègent leurs droits. À la suite du jugement rendu dans le cadre de l'affaire n° 266 de 2013, *Baby A c. le Procureur général et autres*, eKLR, une équipe spéciale a été créée et chargée d'examiner la législation et les politiques visant à prendre en compte les droits des personnes intersexuées au Kenya. Ce travail a abouti à la reconnaissance officielle du marqueur Intersexe (I) en plus du masculin et du féminin dans le recensement national de la population de 2019.

**Recommandations 144.41, 144.42, 144.43, 144.44, 144.45, 144.46, 144.47***Abolir totalement la peine de mort, en droit et en pratique*

17. La recommandation relative à l'abolition de la peine de mort n'a pas non plus reçu l'appui du Kenya, principalement en raison des circonstances exposées au paragraphe 1. Le processus législatif devant conduire à l'abolition de la peine de mort demandera beaucoup de temps, compte tenu du fait qu'il importe, d'abord, de faire évoluer la perception de cette peine par l'opinion publique au moyen de campagnes de sensibilisation massive au sujet de l'intérêt qu'il y a à abolir la peine de mort en droit, et ensuite de faire pression sur les parlementaires afin de leur faire prendre conscience de la nécessité d'adopter de nouvelles lois ou de modifier les lois existantes. Cependant, le Kenya est heureux d'annoncer que même si la peine de mort reste légale dans le pays, un moratoire sur son application est en vigueur depuis 1987. Les condamnations à mort sont régulièrement commuées en peines d'emprisonnement à vie.

18. Il est à noter que le 14 décembre 2017, dans l'affaire *Francis Karioko Muruatetu et Wilson Thirimbi Mwangi c. République et six autres*, eKLR, la Cour suprême du Kenya a jugé inconstitutionnel le caractère obligatoire d'une condamnation à mort tel que défini à l'article 204 du Code pénal. Une équipe spéciale chargée de mettre au point le cadre nécessaire à l'application de l'arrêt de la Cour suprême a fait les recommandations suivantes :

- a) Élaboration d'un cadre juridique permettant les révisions de peines similaires à celles dont ont bénéficié les auteurs du recours ;
- b) Établir un guide de la condamnation à mort ;
- c) Définir les modalités de ce qui est constitutif d'un emprisonnement à vie ;
- d) Réviser la législation et adopter des nouvelles lois afin de donner effet à l'arrêt de la Cour suprême.

19. Si la Cour suprême n'a pas aboli la peine de mort, l'équipe spéciale a pris la courageuse initiative de recommander son abolition en proposant de distinguer les meurtres en meurtre aggravé, meurtre de premier degré, meurtre de second degré et homicide. Le meurtre aggravé est la plus rare des infractions. L'équipe spéciale recommande de faire en sorte que l'auteur des faits soit emprisonné à vie sans possibilité de libération anticipée et, dans le cas où cette recommandation serait rejetée par les parties prenantes, cette infraction deviendrait la seule à emporter la peine de mort, à la discrétion du juge.

20. La justice est en train de mettre en place sous les auspices du Conseil national de l'administration de la justice un comité d'application qui aura pour tâche de superviser le processus de révision des condamnations.

**Recommandation 144.48***Apporter une aide financière annuelle suffisante aux programmes et organisations de la société civile qui tentent de promouvoir une masculinité positive auprès des hommes et des garçons*

21. Le Conseil de coordination des organisations non gouvernementales est l'organisme public qui régit et promeut l'action des organisations non gouvernementales au Kenya. Il est financé pour partie par l'État et pour partie par les partenaires de développement. Plus précisément, c'est lui qui, notamment, enregistre toutes les ONG nationales et internationales opérant au Kenya et qui facilite et coordonne leur activité, informe le Gouvernement sur la contribution des ONG au développement national, définit des lignes directrices générales pour permettre aux ONG d'aligner leurs activités sur les priorités nationales et reçoit et analyse les rapports annuels des ONG.

22. Toutefois, s'agissant du financement des organisations de la société civile, l'État a pris note des recommandations, craignant que cette assistance menace la capacité de ces organisations de surveiller le respect des droits de l'homme par l'État, de mener des enquêtes à ce sujet et d'en rendre compte en toute indépendance.

**Recommandation 144.49***Abolir la polygamie*

23. Cette recommandation n'a pas reçu l'appui du Gouvernement, la polygamie étant une pratique profondément ancrée dans le droit coutumier, tant historiquement que philosophiquement. La loi sur le mariage de 2014 reconnaît la polygamie, qu'il codifie comme faisant partie des mariages coutumiers. Toutes les unions enregistrées en application de cette loi ont le même statut juridique, qu'elles soient polygames ou monogames.

24. Avant l'adoption de la loi sur le mariage, les mariages coutumiers échappaient à tout cadre légal, ce qui les rendait informels et fragiles, leur légitimité ne pouvant être confirmée et officialisée que par des décisions de justice. Avant l'adoption de la loi, les femmes vivant en union polygame perdaient leurs droits patrimoniaux et d'autres avantages liés à leur statut d'épouse, car il leur était difficile d'apporter la preuve matérielle de l'existence d'un mariage coutumier. Il arrivait que les femmes mariées en vertu du droit coutumier soient privées du droit d'hériter des biens de leur époux défunt en raison de la difficulté à apporter la preuve de l'existence de telles unions.

25. Le Kenya considère que les mariages polygames ne sont pas contraires au droit d'une femme à l'égalité et à la non-discrimination, sachant que les couples adultes ont dès leur formation toute discrétion de choisir librement le type d'union qu'ils souhaitent adopter. Les adultes qui choisissent volontairement de conclure un mariage monogame n'ont plus la possibilité de contracter une autre forme de mariage par la suite, sauf après un divorce ou un décès. De même, les personnes mariées selon le régime de la polygamie ne peuvent pas contracter un mariage polygame. Un mariage polygame peut être converti ultérieurement en union monogame pour autant qu'il n'y ait qu'une épouse à ce moment-là.

**Recommandation 144.51***Rétablir les normes et directives visant à réduire la mortalité et la morbidité maternelles dues à des avortements non médicalisés, ainsi que le programme de formation des professionnels de la santé dans les hôpitaux publics*

26. Le problème des avortements non médicalisés est un problème aux dimensions multiples, à la fois juridiques et religieuses, mais aussi tenant, entre autres, à des considérations relatives aux droits des femmes et à la santé publique. Les directives ont à nouveau été soumises aux parties prenantes afin d'alimenter le débat pluridisciplinaire et de permettre à chacun d'y contribuer.

**Recommandations 144.52 et 144.53***Accès aux services de santé sexuelle et procréative et à une éducation sexuelle complète pour toutes les femmes et filles*

27. Ces recommandations n'ont pas recueilli l'appui du Kenya, car il a été jugé nécessaire d'engager de nouvelles consultations approfondies avec l'ensemble des parties prenantes avant de prendre une décision concernant la mise en place d'une éducation sexuelle complète à l'école.